

VILLE DE BAGNOLS-SUR-CÈZE

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 29 juin 2019

PROCÈS-VERBAL

**Date d'envoi des convocations
et de l'Ordre du jour du Conseil municipal : 18 juin 2019**
Nombre de Conseillers municipaux : 33
Nombre de Conseillers municipaux présents : 21
**Nombre de Conseillers municipaux absents
ayant donné procuration : 10**
Nombre de Conseillers municipaux absents : 2

L'an deux mille dix-neuf, le 29 juin à 9 heures, le Conseil municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle de réunion de la Maison de l'Entreprise, sous la Présidence de Monsieur Jean-Yves **CHAPELET**, Maire.

Conseillers municipaux présents : Jean-Yves **CHAPELET**, Denis **RIEU**, Emmanuelle **CREPIEUX**, Maxime **COUSTON**, Ghislaine **COURBEY**, Michel **CEGIELSKI**, Monique **GRAZIANO-BAYLE**, Vincent **POUTIER**, Rémy **SALGUES**, Catherine **EYSSERIC**, Karine **GARDY**, Raymond **MASSE**, Ali **OUATIZERGA**, Christian **SUAU**, François **PENCHENIER**, Christine **MUCCIO**, Serge **ROUQUAIROL**, Claudine **PRAT**, Christian **ROUX**, Claude **ROUX**, Jean-Pierre **NAVARRO**

Conseillers municipaux absents ayant donné procuration : Ghislaine **PAGES** procuration à D. RIEU, Jean Christian **REY** procuration à C. EYSSERIC, Laurence **VOIGNIER** procuration à E. CREPIEUX, Saadia **Aldjia** procuration à R. SALGUES, Philippe **BERTHOMIEU** procuration à M.GRAZIANO-BAYLE, Carole **BRESCHET** procuration à G. COURBEY, Anthony **CELLIER** procuration à M.CEGIELSKI, Murielle **ISNARD** procuration à J-Y CHAPELET, Yvette **ORTIZ** procuration à S. ROUQUAIROL, Anne-Marie **AYMERIC** procuration à J-P NAVARRO

Conseillers municipaux absents : Stéphane **PEREZ**, Michel **AYMERIC**

Secrétaire de séance : Monique **GRAZIANO-BAYLE**

Jean-Yves CHAPELET : Depuis que nous sommes en canicule, nous faisons des points réguliers avec la Préfecture en audioconférence. Si vous le permettez, je vais faire un point sur cet épisode caniculaire avant de commencer le conseil. Le personnel de l'EPAHD est opérationnel auprès des personnes âgées, le CCAS suit la liste des personnes fragilisées. Je vais remercier le personnel municipal qui nous a permis d'ouvrir la piscine jusqu'à 22 heures et surtout je vais remercier le Président du SOBM qui nous a apporté un vrai coup de main. Nous avons des asperseurs dans les jardins publics qui sont appréciés par les petits. Les spectacles ont été annulés à la Pyramide vu la température. Tout le monde comprend, tout le monde est de bonne composition et une vraie solidarité s'est créée. Hier les écoles ont été fermées mais les enfants ont été accueillis à la salle multiculturelle avec distribution de glaces. Nous essayons de passer ce cap dans les meilleures conditions. Un début de décroissance est prévu pour demain et météo France nous annonce une fin caniculaire à partir de lundi. Je voudrais remercier et je pense que tout le Conseil municipal se joint à moi, les pompiers du SDIS qui depuis deux jours sont sur les dents au niveau des feux. On n'oublie pas que ce sont aussi des fonctionnaires.

M. Salgues devant partir à 10 heures pour aller s'entretenir avec le Préfet, je propose de débattre de sa question sur le règlement local de publicité juste après la question sur la garantie d'emprunt.

Question n° : **01**

Rapporteur : **JY CHAPELET**

Objet : **Approbation du procès-verbal de la séance du 15 décembre 2018**

Serge ROUQUAIROL : A la différence de ce que j'ai dit au conseil d'agglo qui vient de se dérouler, je tiens à exprimer toute ma satisfaction devant la qualité de ce compte-rendu. Je pense vraiment qu'il s'agit d'une vigilance auprès des personnels qui sont chargés de ce travail. Je crois que c'est un gros travail de rédaction pour les élus qui sont responsables de façon indirecte de la publication de ces textes et c'est faire honneur à la structure que nous représentons et aux institutions de la République que de proposer des textes en français du certificat d'étude, le certificat d'étude me suffisant comme qualité de base.

Jean-Yves CHAPELET : Merci. Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 1 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **02**

Rapporteur : **R. SALGUES**

Objet : **Garantie d'emprunt à la Société Logis Cévenols pour l'acquisition de 8 logements « Les Jardins de l'Ancyse »**

1/Note synthétique de présentation :

La Société Logis Cévenols procède actuellement à l'acquisition en VEFA de 8 logements dénommés « Les Jardins de l'Ancyse » situés avenue de l'Ancyse à Bagnols-sur-Cèze.

Pour financer ce projet la Société Logis Cévenols doit contracter 1 prêt d'un montant de 872.965 € constitué de 4 lignes auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations :

- prêt locatif social (PLS)	252.190 €
- prêt locatif social foncier (PLS foncier)	242.490 €
- prêt complémentaire au PLS (CPLS)	338.285 €
- prêt haut de bilan bonifié 2 ^{ème} génération (PHB2.0)	40.000 €

La réglementation en vigueur le permettant, il est proposé de garantir ce prêt à hauteur de 50 %.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Merci. Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote. Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? **2 abstentions** (JP NAVARRO, A-M AYMERIC procuration à JP NAVARRO)

La question n° 2 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 18

Rapporteur : R. SALGUES

Objet : **Débat sur les objectifs et les orientations du Règlement Local de Publicité (RLP) de Bagnols-sur-Cèze**

1/Note synthétique de présentation :

L’affichage publicitaire et les enseignes sont réglementés par le Code de l’environnement dont les dispositions visent à permettre la liberté de l’affichage tout en assurant la protection du cadre de vie et des paysages.

La loi du 12 juillet 2010 (dite Grenelle II) a eu pour conséquence de modifier un bon nombre d’articles législatifs du Code de l’environnement concernant l’affichage publicitaire. Ont évolué principalement les règles nationales concernant la publicité et les enseignes ainsi que celles relatives aux préenseignes dérogatoires. Par ailleurs, la procédure d’instauration et le contenu des RLP ont été modifiés et la compétence en matière de police d’affichage a été décentralisée.

Ainsi, les règlements locaux de publicité peuvent être élaborés par les communes ou par les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d’Urbanisme (PLU).

L’article L. 581-14-1 du Code de l’environnement précise d’ailleurs que, « le Règlement Local de Publicité est élaboré, révisé ou modifié selon la procédure prévue pour les Plans Locaux d’Urbanisme par les articles L. 153-11 à L. 153-22 du Code de l’urbanisme à savoir » :

- délibération du Conseil municipal prescrivant l’élaboration du RLP et précisant les modalités de la concertation et notification aux personnes publiques associées,
- concertation,
- débat sur les objectifs et orientations du projet de RLP au sein du Conseil municipal au moins 2 mois avant l’arrêt du projet,
- bilan de la concertation et arrêt du projet de RLP par délibération du Conseil municipal,
- consultation des personnes publiques associées et avis de la Commission départementale compétente en matière de nature, de paysage et de sites,
- enquête publique,
- approbation par délibération du Conseil municipal,
- publication et annexion au PLU.

La commune est dotée d’un RLP depuis 1992 qui doit évoluer pour tenir compte du durcissement de la réglementation nationale depuis le Grenelle 2 de l’environnement.

Par délibération en date du 13 avril 2019, le Conseil municipal a donc prescrit l'élaboration d'un nouveau Règlement Local de Publicité et a défini les modalités de la concertation.

Pour rappel, les objectifs annoncés lors de la délibération prescrivant le futur RLP sont les suivants :

- valoriser le patrimoine architectural et paysager de la commune, en particulier à proximité des monuments historiques du centre-ville médiéval et des mails arborés qui l'entourent. Affirmer l'identité et l'image de la commune en général,
- réintroduire éventuellement la publicité de manière modérée dans certains sites protégés,
- améliorer la qualité des entrées de villes et les perspectives paysagères lointaines sur les massifs, la rivière « Cèze » et la vallée agricole,
- renforcer l'attractivité et le dynamisme de l'activité commerciale, artisanale et industrielle tout en maîtrisant la publicité extérieure (renforcement du qualitatif et de la lisibilité des enseignes et des publicités, homogénéisation de la signalétique),
- proposer des solutions efficaces et bien intégrées pour l'annonce des manifestations temporaires et les activités agricoles,
- prendre en compte les nouvelles formes d'affichage et les nouvelles technologies (numérique notamment),
- réduire la consommation d'énergie (dans un souci de développement durable).

1) GRANDES ORIENTATIONS POUR METTRE EN ŒUVRE LES OBJECTIFS :

- renforcement du qualitatif et de la lisibilité des enseignes sur l'ensemble du territoire, avec un effort qualitatif supplémentaire dans le centre historique compris dans un site patrimonial remarquable,
- diminuer la présence de la publicité en limitant les surfaces, la densité et en jouant sur les catégories de support, en particulier dans le centre historique et le long des entrées de ville,
- proscrire les préenseignes qui prendront la forme d'une signalisation d'information locale adaptée aux besoins des entreprises du territoire,
- limiter les supports numériques et les périodes d'éclairage des publicités et enseignes lumineuses.

Quatre niveaux de prescriptions pour le futur RLP :

- Zone réglementée n° 1 (ZR1) : Centre ancien et patrimonial

Cette zone concerne le centre ancien concentrant l'essentiel du patrimoine architectural de Bagnols-sur-Cèze compris dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable.

- Zone réglementée n° 2 (ZR2) : Habitations, équipements et activités isolées

Cette zone concerne l'intégralité des secteurs agglomérés dont le bâti a une vocation principale d'habitat hors ZR1, les équipements culturels et sportifs et les bâtiments d'activité isolés.

- Zone réglementée n° 3 (ZR3) : zones d'activité

Cette zone regroupe les secteurs à forte vocation commerciale, de services, artisanale et industrielle dont les bâtiments ont, en majorité, une architecture adaptée à ce type d'activités.

- Zone réglementée n°4 (ZR4) : secteurs hors agglomération

Cette zone comprend l'intégralité du territoire communal situé hors agglomération. Elle concerne les activités isolées ou en projet ainsi que les secteurs naturels et agricoles.

2) ORIENTATIONS CIBLEES PAR TYPE DE DISPOSITIF :

Pour les préenseignes :

Améliorer l'efficacité de la signalisation des entreprises en remplaçant les préenseignes par des relais d'information service et de la signalétique de type SIL et une signalétique de zones.

Pour la publicité :

ZR1 : Habitat et équipements

- Interdiction de toute forme de publicité, sauf sur mobilier urbain

ZR2 : Habitations et équipements

- Publicité scellée au sol interdite sauf sur domaine SNCF avec règles de densité
- Publicité sur façade limitée à 8 m² d'affiche et 10 m² encadrement compris avec des règles de densité

ZR3 : Activité

- Publicité scellée au sol limitée à 8 m² d'affiche et 10 m² encadrement compris avec des règles de densité
- Publicité sur façade interdite sauf publicité numérique

Dispositions applicables au mobilier urbain en ZR1, ZR2 et ZR3

- La publicité sur mobilier urbain est limitée à 2 m²

Dispositions applicables à la publicité numérique

- Limitation de la publicité numérique aux dispositifs sur façade en ZR3 et sur mobilier urbain

Pour les enseignes :

Dispositions relatives aux enseignes apposées sur un support existant

- Sur bâtiments à vocation première d'habitation, favoriser la qualité esthétique des façades commerciales avec des prescriptions qualitatives et en limitant le nombre et la surface des

enseignes sur façade, et en prenant en compte les évolutions du Grenelle 2 de l'environnement.

- Sur bâtiments ayant une architecture exclusivement dédiée à l'activité, favoriser la qualité esthétique des façades commerciales en limitant la surface des enseignes sur façade tel que le prévoit la réglementation nationale post-Grenelle (15 % de la surface de la façade) et en limitant leur nombre.

Dispositions relatives aux enseignes scellées au sol

Améliorer la lisibilité des activités en limitant le nombre d'enseignes scellées au sol, comme le prévoit la réglementation nationale et favoriser la qualité des dispositifs.

Dispositions relatives aux enseignes sur toiture

Proscrire les enseignes sur toiture terrasse au profit des enseignes sur façades pour ne pas gêner les perspectives sur les paysages environnants et favoriser la qualité des secteurs commerciaux.

Dispositions relatives aux enseignes numériques

A proscrire dans certains secteurs et à limiter dans les formats et catégories ailleurs.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir prendre acte de la tenue de ce débat dans le cadre de la révision du Règlement Local de Publicité.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 19 juin 2019.

Serge ROUQUAIROL : Tout simplement je voulais rappeler, comme cela a été dit par Monsieur Salgues, que ce règlement intervient finalement au même titre qu'un PLU, dans les exactes proportions d'un PLU. Donc, la priorité pour nous est donnée à tout ce qui relève de l'esthétique et de la préservation patrimoniale dans le centre ancien en particulier. Je ne vais pas revenir sur un certain nombre de verrues qui infectent encore nos façades ou nos quartiers. J'invite les gens à s'en soucier au plus vite, mais parfois il est difficile de se faire entendre sur la question. Néanmoins, c'est important pour la qualité de notre environnement, pour l'attractivité de la ville. Et puis je reviendrai sur le dernier point qu'a soulevé M. Salgues. Ensuite l'excès de la signalisation, en particulier la signalisation lumineuse qui est extrêmement dangereuse sur le plan de la circulation en ville, sur le plan de la circulation en automobile, en moto, ou avec d'autres engins, je pense que vraiment c'est un souci permanent. Comme on a l'habitude de le dire pour ce qui est des règles : trop de règles tue la règle, trop d'interdictions tue les interdictions, et là c'est exactement pareil trop de signaux fait que les signaux disparaissent dans leur qualité première qui est de prévenir lorsque il y a un danger, une impossibilité de circuler, etc... Donc vraiment c'est un règlement auquel nous attachons beaucoup d'importance parce qu'il va favoriser la vie citoyenne dans notre cité.

Rémy SALGUES : Si vous me permettez pour finir, je voudrais aussi remercier les deux autres adjoints qui travaillent sur ce dossier que sont Ghislaine Courbey pour la partie commerce et Vincent Poutier pour la partie urbanisme.

Jean-Yves CHAPELET : Comme vient de nous le préciser M. Rouquairol, nous allons prendre acte du débat et le voter. Je ne vais pas rappeler ce que viens de dire M. Salgues mais ce règlement va remplacer notre règlement de publicité qui est dans le PLU ce qui va nous permettre aussi de l'adopter avant la fin de l'année, de l'adapter à notre territoire.

Claudine PRAT : Une fois que ce sera en application, il y aura un effet sur ce qui existe déjà. C'est-à-dire qu'il y aura une mise en conformité de ce qui existe déjà ?

Rémy SALGUES : Ça donnera un outil qui nous permettra, petit à petit en effet, de demander aux publicitaires de démonter leurs panneaux et puis surtout cela nous permettra lors de nouveaux bâtiments commerciaux d'être prêts et puis petit à petit de demander aux autres d'être en conformité.

Jean-Yves CHAPELET : Exactement, ce règlement nous donnera l'argument, la base réglementaire d'avoir un certain pouvoir coercitif, on va dire.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 18 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **03**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Contrat de ville Gard rhodanien – Rapport d’activité 2018**

1/Note synthétique de présentation :

La loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine prévoit la signature de Contrats de ville conclus à l’échelle intercommunale pour la période 2015–2020.

Le Contrat de ville du Gard rhodanien, signé le 9 juillet 2015, concerne les communes de Bagnols-sur-Cèze et de Pont-Saint-Esprit, pour les quartiers prioritaires « Escanaux, Citadelle, Coronelle, Vigan-Braquet et centre ancien ».

Le décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 prévoit la réalisation d’un rapport annuel présenté pour avis aux assemblées délibérantes de l’EPCI et des communes concernées sur la mise en œuvre de la politique de la ville.

Le Conseil citoyen est lui aussi sollicité pour émettre un avis et, s’il le souhaite, produire une contribution annexée au rapport.

Le rapport d’activité comprend les éléments suivants :

- le rappel des orientations du Contrat de ville,
- une synthèse des actions menées en 2018 au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires,
- les perspectives d’évolution au regard des résultats obtenus et des moyens mobilisés, ainsi que les améliorations qui paraissent nécessaires à la poursuite des objectifs du Contrat de ville,
- l’articulation entre les volets social, économique et urbain du Contrat de ville,
- les actions menées sur les territoires en matière de développement social urbain permettant de rendre compte de la Dotation de Solidarité Urbaine.

Il convient :

- d’approuver le projet de rapport 2018,
- d’autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document se rapportant à ce rapport annuel.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Christian ROUX : Je n’ai pas de questions mais plutôt des commentaires. Effectivement, le Contrat de ville existe maintenant depuis pas mal de temps avec différents piliers, des axes transverses. A la lecture de votre rapport qui est très intéressant j’ai l’impression d’être dans le monde des « bisounours » alors que derrière, la réalité sur le terrain est tout autre. Quand on regarde l’actualité et malheureusement les faits divers, on s’aperçoit que des choses pas

très sympas se passent sur la ville. Je pense notamment au caillassage dernièrement sur les forces de police, des cabrages de roues arrière en moto sans casque et ce qui m'inquiète encore plus c'est que ce sont le fait de jeunes mineurs entre 12 et 14 ans. Plusieurs fois, j'ai pu en discuter avec plusieurs personnes, nous avons frôlé la catastrophe. Donc, quelque part je me dis qu'on a raté quelque chose. Je sais que vous faites tout votre possible pour que ce Contrat de ville réussisse mais le constat est là et je me demande comment ce Contrat de ville est piloté. On est sûr de l'humain mais sûr de l'humain, je vous rassure on peut tout à fait mettre des indicateurs et mesurer et ce que je vous conseille, car la critique est facile, c'est de mettre des indicateurs pour voir au fil des années comment on évolue. Est-ce qu'on progresse ou est-ce qu'on régresse concernant ce Contrat de ville ? Je pourrais aussi développer d'autres axes comme par exemple l'activité économique pour laquelle je me pose des questions. Quand je circule sur l'avenue Paul-Langevin et que je vois les magasins fermés, les rideaux tirés, je me pose des questions. Je ne vais pas parler du cadre de vie, du renouvellement urbain. Vous l'avez engagé, vous êtes dedans depuis quelques années et je trouve que ça tarde un peu. Je vous fais sourire M. Chapelet mais je voudrais insister sur ces indicateurs car des sommes importantes sont engagées et je pense que les Bagnolaises et les Bagnolais attendent un retour positif de ce projet de Contrat de ville. Merci.

Jean-Yves CHAPELET : Vous me faites sourire mais la réponse est tellement évidente. Il est vrai que sur la rénovation urbaine nous y travaillons depuis longtemps. De plus, L'ANRU n'est pas apparu en 2008 mais plus tard. Aujourd'hui, si je regarde toutes les villes autour de nous et qui sont concernées par l'ANRU, Nîmes, Alès, Vauvert, à part Vauvert qui a une configuration très particulière, nous ne sommes pas en retard et je dirai même que nous sommes en avance. La démolition des Cèdres fait partie de l'ANRU et la direction GPU qui a été créée fait que l'on est plutôt en avance pour des raisons d'efficacité dans le travail et parce que nous avons la chance d'avoir avec l'Agglomération un consensus qui nous permet de travailler ensemble plutôt que de se mettre des « bâtons dans les roues » en permanence. Quant à l'activité économique, je le concède, elle n'est pas brillante mais je sais ce que nous faisons au quotidien pour améliorer le commerce. Trois nouveaux commerces viennent de s'installer. C'est fragile, nous restons attentifs. Nous avons des stratégies comme d'octroyer une aide pour compenser la gêne occasionnée par les travaux de la place Jean-Jaurès, une stratégie sur la rue de la République, une sur la rue Fernand-Crémieux, nous avons instauré l'aide au loyer pour les commerçants. Nous faisons des choses. Est-ce que c'est miraculeux ? Je ne sais pas. Globalement, j'ai juste cette prétention très limitée de dire que l'on ne s'en sort pas trop mal par rapport à la moyenne nationale. Ça ne me satisfait pas mais au moins on agit. On peut rater quelque chose, on a le droit à l'erreur. Vous parliez du caillassage, c'est vrai, je ne le nie pas mais nous avons eu également des opérations d'envergure dans des quartiers de la ville qui ont porté leurs fruits. A la fois, il faut faire de la prévention et là je rends hommage aux médiateurs du CLPSPD, mais il faut aussi faire de la répression.

Serge ROUQUAIROL : Pour aller dans le sens de la réalité de cet échange entre mon collègue et vous-même au cours de la Commission dans laquelle nous a été présenté ce Contrat de ville, nous avons eu un échange sur d'autres sujets mais qui rejoignent absolument le fonds qui vient d'être traité. Dans cette même Commission il a été fait allusion plusieurs fois aux déplacements doux et j'en ai profité pour dire que dans la mesure où nous favorisons les déplacements doux, il nous faut procéder à une éducation systématique pour que

déplacement doux ne veuille pas dire conquête des trottoirs et des sens interdits et que l'on ne se retrouve pas dans des situations ubuesques comme à Montpellier avec des cyclistes qui vous déboulent de tous les côtés à tout moment que vous vous trouviez sur la route , sur le trottoir ou à un rond-point. Pour habiter dans un quartier où certains sens interdits permettent d'éviter une longue montée, je constate que ces sens interdits sont souvent utilisés. On sait qu'il y a une tolérance lorsqu'on parle de déplacement doux mais cette tolérance il faut qu'elle soit encadrée et effectivement là-aussi les évaluations ne seront pas chiffrés, jamais, mais je pense qu'il est extrêmement important d'aller dans le sens de la prévention c'est vrai, l'intervention sur le terrain, la qualité de l'humain. Je ne doute pas que vos équipes soient impliquées mais ce qui manque parfois c'est la lisibilité de l'action de ces équipes en termes de promotion publique. Je ne dis pas de communication mais en termes d'éclairage sur l'action, il y a l'action, on la connaît, ce n'est pas celle des « bisounours » mais c'est celle de l'idéal vers lequel on tend et il faut qu'à un moment donné ou à un autre la population ait à connaître la qualité des actions que vous menez et le résultat que cela donne. Je pense que c'est ce dont on sent le manque quand on parle du Contrat de ville. C'est sûr qu'une évaluation chiffrée, totale, globale nous est quasiment impossible mais une évaluation ponctuelle qui ait valeur d'étiquette qui ait valeur d'exemple et qui ait valeur pédagogique c'est plutôt ce que nous demandons.

Jean-Pierre NAVARRO : Je viens de vivre un instant qui m'a beaucoup plus, c'est-à-dire de démocratie où chacun a pu émettre ses critiques. Mais, je dirai qu'il est facile de compter les chats écrasés aux coins des rues et de dire que c'est la faute aux automobilistes qui roulent trop vite ou que c'est la faute à M. le Maire. M. le Maire n'a pas tous les torts et son équipe non plus. Je ne suis pas là pour passer la pommade mais j'essaie de rester d'un point de vue démocratique et à ce titre cet échange m'a beaucoup plu.

Claude ROUX : Ce n'est pas une critique, ce n'est pas un constat, je dirai que c'est juste une impression et je souhaiterais que vous me répondiez très clairement. De par ce que j'ai lu dans la presse sur ces incivilités, sur la remise en liberté de certains individus, j'ai le sentiment que vous n'êtes pas soutenu par le monde judiciaire. Qu'en pensez-vous ?

Jean-Yves CHAPELET : M. Navarro involontairement vient en partie de répondre à l'intervention que je vous dois. Je suis magistrat de cette ville et en tant que tel je ne critique jamais une décision de justice. Hier après-midi, pour une autre raison, j'ai passé 3 heures au commissariat de police, c'était la dernière journée du commandant Farel et je voulais lui rendre hommage et à cette occasion nous avons discuté. Il est vrai que certaines décisions suscitent l'incompréhension chez les policiers mais dans ce pays il y a un droit judiciaire, un juge d'instruction a besoin d'éléments, c'est le respect de chacun qui est en cause. Pour l'avoir vécu une fois, je ne souhaite à personne d'être auditionné par un juge, ça n'a rien d'agréable mais ce sont des gens intègres avec une lecture juridique du dossier. C'est sûr que quelquefois il peut y avoir de l'incompréhension. Je ne sais pas si vous vous souvenez de la série des feux de containers mais suite à cela, trois mois après il y a eu un jugement et une condamnation lourde de la personne incriminée. Je ne commente pas les décisions de justice et encore moins en public par contre, de par mon expérience, je sais qu'il faut faire confiance à notre justice car elle est garante de nos libertés.

Y-a-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 3 est adoptée à l'unanimité.

Arrivée de Vincent **POUTIER**

Question n° : **04**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Contrat de ville du Gard rhodanien : avenant de prolongation jusqu'en 2022 – Autorisation de signature du Maire**

1/Note synthétique de présentation :

Le Premier Ministre a signé le 16 juillet 2018 le pacte de Dijon proposé par les associations de représentants d'élus locaux France Urbaine et l'ADCF (Assemblée Des Communautés de France). Il repose sur des engagements réciproques des partenaires du Contrat de ville dont l'objet est la poursuite des objectifs visés dans le Contrat de ville 2015-2020.

Sur cette base, dans le cadre de la discussion du projet de Loi de finances pour 2019, les députés ont voté un amendement gouvernemental prévoyant de proroger de deux ans les Contrats de ville en cours. Cette prorogation entraîne celle de la géographie prioritaire et des mesures fiscales associées, s'agissant de l'exonération de fiscalité locale pour les commerces de proximité et de l'abattement de 30% de TFPB dont bénéficient les organismes HLM en contrepartie d'investissements dans la gestion urbaine de proximité.

En ce sens, il est nécessaire d'autoriser Monsieur le Maire à signer un avenant de prorogation du Contrat de ville du Gard rhodanien signé le 9 juillet 2015.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 4 est adoptée à l'unanimité.

Arrivée de Maxime **COUSTON**

Question n° : **05**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Aménagement des locaux scolaires et implantation de l'Inspection Académique à l'école Jules-Ferry : demande de subvention au titre de la Dotation de la Politique de la Ville**

1/Note synthétique de présentation :

Le 26 mars 2019, le Ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales a communiqué la liste des territoires éligibles à la Dotation Politique de la Ville (DPV). Pour la première année, la ville de Bagnols-sur-Cèze est éligible à cette dotation ventilée à l'échelle départementale par le Préfet.

Deux dossiers de demandes de subvention ont été transmis conformément au vote du Conseil municipal du 13 avril 2019. En complément, il est proposé de valoriser les travaux programmés pour l'amélioration des locaux scolaires de l'école Jules-Ferry et de faire ressortir plus spécifiquement les aménagements nécessaires à l'implantation des services de l'Inspection Académique dans l'établissement.

Le coût total HT des travaux engagés sur l'école Jules-Ferry pour l'année 2019 est de 94.420€ dont 50.057 € de dépenses présentées au titre de la DPV, soit une demande de subvention sollicitée de 40.045 €.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Serge ROUQUAIROL : Je voulais vous féliciter pour le choix de l'implantation de l'Inspection académique à Jules-Ferry. D'abord parce que sa position centrale est extrêmement importante ensuite parce que c'est une école sur laquelle les événements successifs ont amené un éclairage tout particulier et il est bien que l'autorité académique vienne renforcer l'autorité municipale et le choix des conseillers municipaux à l'unanimité. Personnellement, cela me fait un petit choc parce que mon beau-père a longtemps occupé les locaux actuels et que c'est en face de la place qui porte son nom que se situent les locaux de l'inspection académique mais je crois que notre inspectrice sera satisfaite d'occuper le centre de la vie pédagogique et scolaire de la ville.

Jean-Yves CHAPELET : C'est un choix que nous partageons car je rappelle que cette école a eu quelques difficultés importantes et nous partageons aussi la même vision avec le DASEN à savoir que cette école doit être remise au cœur de nos préoccupations. Il faut savoir que dans le cadre de l'ANRU tout un cheminement ramène à cette école dont une partie va être rénovée. C'est vraiment une volonté aujourd'hui que cette école retrouve un blason plus doré et donc y transférer l'Inspection académique est quelque chose d'hyper important.

Y-a-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 5 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **06**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Modification du tableau des effectifs du personnel communal**

1/Note synthétique de présentation :

Il convient de modifier le tableau des effectifs du personnel communal comme suit :

Suppression	Création	Observations
1 poste d'attaché à temps complet		Départ à la retraite
1 poste d'auxiliaire de puériculture principal 1 ^{ère} classe à temps complet	1 poste d'adjoint d'animation à temps complet	Départ à la retraite et remplacement
3 postes d'agent de maîtrise principal à temps complet	1 poste d'adjoint technique à temps complet	2 Départ à la retraite 1 transfert Cuisine Centrale
1 poste d'adjoint technique à temps complet		Démission suite à disponibilité pour convenances personnelles
1 poste d'adjoint technique principal 2 ^{ème} classe à temps non complet à raison de 32 heures hebdomadaires	1 poste d'ASEM principal 2 ^{ème} classe à temps complet	Mutation et remplacement
1 poste d'adjoint d'animation principal 2 ^{ème} classe à temps complet	1 poste d'adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe à temps complet	Intégration directe
1 poste d'adjoint technique principal 2 ^{ème} classe à temps complet	1 poste d'ASEM principal 2 ^{ème} classe à temps complet	Intégration directe
1 poste de technicien principal 1 ^{ère} classe à temps complet		Départ à la retraite
1 poste d'agent de maîtrise à temps complet		Transfert Cuisine Centrale
4 postes d'adjoint technique principal 1 ^{ère} classe à temps complet		Transfert Cuisine Centrale
1 poste d'adjoint technique principal 1 ^{ère} classe à temps non complet à 32 heures hebdomadaires		Transfert Cuisine Centrale

2 postes d'adjoint technique principal 2 ^{ème} classe à temps complet		Transfert Cuisine Centrale
1 poste d'adjoint technique à temps complet		Transfert Cuisine Centrale
	1 poste d'adjoint technique à temps non complet à raison de 32 heures hebdomadaires	Modification de la durée de travail, changement de poste

Question présentée au Comité Technique du 11 juin 2019 et à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Serge ROUQUAIROL : En Commission nous avons eu des éclairages sur les postes à travers les personnes qui les occupaient anciennement et donc tout ceci est très clair pour les conseillers municipaux qui ont participé à la Commission.

Jean-Pierre NAVARRO : Arrêtez-moi si je me trompe, mais je compte 19 suppressions de postes dont 6 transferts à la Cuisine centrale et 6 créations ?

Emmanuelle CREPIEUX : Non, vous avez 10 transferts à la Cuisine centrale et 6 créations.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 6 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **07**

Rapporteur : **E. CREPIEUX**

Objet : **Contrats d'apprentissage - Rentrée 2019**

1/Note synthétique de présentation :

La ville souhaite accueillir 10 jeunes en contrat d'apprentissage à la rentrée 2019.

Ces contrats tripartites–employeur, salarié, centre de formation d'apprentis–de droit privé permettent une formation en alternance.

La rémunération des apprentis dépend de l'âge des jeunes et du diplôme qu'ils préparent.

En contrepartie des recrutements, l'État exonère l'employeur d'une partie des charges salariales.

Il est proposé pour la rentrée scolaire 2019 les apprentissages suivants :

Service	Nombre de poste	Diplôme préparé
Education	2	CAP Accompagnement à la Petite Enfance
Environnement et Cadre de vie	2	CAPA Jardinier Paysagiste
Secrétariat Général	1	Titre professionnel Assistant de Direction
Médiathèque	1	Titre professionnel Assistant de Direction
Voirie et Réseaux Divers	1	DUT Génie Civil (2 ^{ème} année)
Commande Publique	1	Licence Pro Gestion des Achats et Approvisionnements
Communication	1	BTS Communication
Finances	1	BTS Comptabilité-Gestion

Question présentée au Comité Technique du 11 juin 2019 et à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Claude ROUX : Vous savez que je suis très favorable à l'apprentissage. Le choix des apprentis est-il dicté par les besoins de la Mairie ou par les demandes que vous recevez ?

Emmanuelle CREPIEUX : Généralement les demandes correspondent aux besoins et souvent les apprentis savent cibler les corps de métier de la Mairie. D'ailleurs, quand nous faisons les matinées de l'apprentissage, il peut y avoir un jeune qui arrive avec un CV et une demande particulière et si nous pouvons la satisfaire nous le faisons. J'avais dit en Commission que je ferais un topo par rapport aux données que m'ont donné les services. Depuis 2016, il y a eu 34 apprentis, 4 sont toujours présents, 7 sont en entreprise en CDD ou en CDI, 9 sont en recherche d'emploi, 7 poursuivent des études, 2 jeunes dont on n'a aucune nouvelle et sur les 34 il y a eu 5 ruptures de contrat en trois ans.

Serge ROUQUAIROL : En effet, en Commission nous nous sommes inquiétés, autant nous que vous, de ce qu'il advient de ces jeunes qui passent par nos rangs. C'est la grande problématique des instituts de formation en particulier de l'Éducation Nationale de constater qu'une fois achevée la formation, il n'y a plus de traçabilité du produit. On ne sait pas tout le temps ce que deviennent nos jeunes lorsqu'ils sont passés entre nos mains, lorsqu'ils ont suivi une formation qui a pu avoir des caractéristiques très satisfaisantes. Cet indicateur est très intéressant, il y a une rentabilité de cette solution de l'apprentissage dans les collectivités territoriales et la preuve en est avec les chiffres que vous venez de nous donner.

Jean-Yves CHAPELET : Je partage complètement votre avis. J'assiste à chaque session que nous démarrons, au cours de laquelle je précise bien de façon très marquée qu'on leur donne une formation mais qu'il y a très peu de chance qu'ils continuent leur métier à la Mairie parce que nous sommes sur une action de formation et non pas de recrutement. Le service RH précise bien aux maîtres de stage de tenir ce discours. Les recrutements se font sur d'autres critères, sur d'autres process de recrutement mais certainement pas à partir de cette filière.

Christian ROUX : Je précise que dans les grandes entreprises c'est le même principe. A une certaine époque les apprentis étaient recrutés parce qu'il y avait un besoin.

Emmanuelle CREPIEUX : Sur les 34 apprentis, une seule personne a été stagiairisée en Mairie.

Jean-Pierre NAVARRO : Dans ces embauches, avez-vous un souci de parité ?

Jean-Yves CHAPELET : Non. Contrairement à ce qu'on croit ce ne sont pas les garçons à la voirie et les filles à la comptabilité. La tendance a l'air de s'inverser. Les jeunes sont beaucoup moins formatés que nous.

Y-a-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 7 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **08**

Rapporteur : **C. SUAU**

Objet : **Association « C comme chat » : attribution d'une subvention**

1/Note synthétique de présentation :

La commune est liée à l'association « C comme chat » par une convention pour la capture, la stérilisation et l'identification de chats errants sur le territoire jusqu'au 31 décembre 2019.

L'association « C comme chat » sollicite la commune afin d'obtenir une aide financière permettant de pérenniser ses actions menées pour les chats de rue.

Il est proposé de lui attribuer une subvention de 1 000 € pour l'aider à supporter les frais des soins vétérinaires pour les chats capturés (hors stérilisation et identification) et l'achat de pipettes antiparasitaires.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Claudine PRAT : Cette procédure de stérilisation de chats errants, c'est bien mais pourquoi avez-vous retenu une association de Pognadoresse alors que sur Bagnols on trouve la même chose ?

Jean-Yves CHAPELET : Nous avons deux associations, l'association « C comme Chat » qui se trouve sur Pognadoresse et l'association « Comme chat et chien » qui elle est sur Bagnols et nous sommes conventionnés avec les deux.

Jean-Pierre NAVARRO : Cette opération part bien sûr d'un très bon sentiment mais je ne l'approuve que partiellement. Je m'en suis déjà expliqué mais je précise car ces malheureux animaux sont après leur mutilation rejetés dans la rue où se poursuivent leurs galères de clochards avec toutes les déjections qui s'en suivent. Je vous conseillerais, si j'osais, d'aller faire un tour du côté du square Thome, rue de la Verrerie et de voir l'état des poubelles. Néanmoins, les courageuses personnes qui donnent de leur temps pour réaliser cette œuvre ont droit à tout mon respect et mon soutien. Je voterai pour mais avec des réserves.

Jean-Yves CHAPELET : La loi donne un statut très particulier aux animaux domestiques errants et surtout aux chats. Nous respectons la loi en essayant de l'appliquer la plus humainement possible. Les chats errants c'est une chose, la loi c'est une chose mais je rappelle souvent aux gens qu'il est aussi interdit de nourrir les chats sur l'espace public.

Y-a-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 8 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **09**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Subvention aux associations ayant participé à la grande braderie du 11 mai 2019**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre des Cez'tivales, la ville de Bagnols-sur-Cèze a mis en place l'évènement de la « Grande Braderie » le samedi 11 mai 2019.

Cet évènement cumulait le même jour :

- le marché aux fleurs, Boulevard Lacombe,
- un vide-greniers, place du château et place Urbain Richard,
- la braderie des commerçants, en partenariat avec « Bagnols commerces »,
- des animations pour enfants, place Mallet,
- des démonstrations d'activités sportives et culturelles par des associations de la ville,
- des stands officiels de la mairie, la communauté d'agglomération et l'Espace Rabelais.

Des déambulations musicales avec deux compagnies ont agrémenté la journée, clôturée par un apéritif préparé par la cuisine centrale.

Cette journée a été un succès au vu de la fréquentation nombreuse, et avec un retour très positif des commerçants.

Il est proposé de verser une subvention de 100 € à chaque association ayant participé à la grande braderie du 11 mai 2019 :

- Boxe et culture bagnolaise
- Est Vie danse
- Bagnols Patchwork
- Détente créative
- La Guilde de l'histoire
- Sport et vie associative BMSTT
- Bridge Club Marcoule
- La Croix rouge
- Aikido
- Bagnols Country danse
- Comité des fêtes

Question présentée à la Commission des moyens généraux le 19 juin 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Mme COURBEY je tenais à vous remercier publiquement de votre engagement sur cette grande braderie. Je sais que vous avez passé beaucoup de temps à l'organiser pour en arriver au succès que l'on connaît aujourd'hui.

Y-a-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 9 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **10**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Association « Bagnols Reggae Festival » : attribution d'une subvention**

1/Note synthétique de présentation :

La ville de Bagnols-sur-Cèze oriente sa programmation culturelle sur le thème du reggae du 25 au 27 juillet 2019.

Afin que le reggae rayonne sur toute la ville, l'association « Bagnols Reggae Festival » propose des animations gratuites aux Bagnolais :

- le mercredi 24 juillet : une soirée d'ouverture au centre-ville : concert et Sound System, Place Mallet de 19h à 22h, puis projection du film « Rockers » au Mont-Cotton à 22h.
- les jeudi 25, vendredi 26 et samedi 27 juillet, la fanfare « Ensemble national de reggae », avec le camion Soud System de Daddy Reggae feront des animations dans les rues du centre-ville de 11h à 13h.

Toutes ces actions se feront en partenariat avec l'association des commerçants.

Il est proposé d'attribuer une subvention de 20 000 € à l'association « Bagnols Reggae Festival » pour l'organisation de ces manifestations gratuites offertes au public bagnolais.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 10 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **11**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Convention pluriannuelle de partenariat avec « La Moba »**

1/Note synthétique de présentation :

La politique culturelle de la ville de Bagnols-sur-Cèze vise à sensibiliser tous les publics en favorisant notamment le partenariat et les actions transversales.

« La Moba », Société Coopérative d'Intérêt Collectif, est implantée depuis 2017 sur la commune.

Afin de répondre aux besoins de la population bagnolaise, la Commune organise une saison culturelle municipale pour encourager la mise en œuvre d'actions à caractère social et éducatif et souhaite pour cela associer « La Moba » à la définition d'une politique de développement culturel et social active.

Dans cet objectif, la Commune et « La Moba » s'engagent à travailler en concertation pour lutter contre les inégalités sociales et culturelles en impulsant des propositions tout au long de l'année, ainsi que des actions socioculturelles et s'engagent à mettre en place des actions en partenariat ainsi que des actions complémentaires afin de promouvoir ensemble et conjointement l'action culturelle sur la Ville de Bagnols-sur-Cèze.

Il est proposé :

- de valider la convention pluriannuelle de partenariat entre la Ville de Bagnols-sur-Cèze et « La Moba » pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2019 et à verser les subventions correspondantes.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Jean-Pierre NAVARRO : Je serais très étonné que tous les Bagnolais connaissent l'explication de ce mot « La Moba ». J'ai eu la chance d'en connaître la signification en Commission mais il serait bien que vous l'expliquiez publiquement.

Ghislaine COURBEY : Auparavant, l'endroit s'appelait « Mobalpa » et la contraction du mot est devenue « Moba ».

Claudine PRAT : Ce que je préférerais souligner c'est le fait que la Moba au début a eu une percée difficile auprès du public Bagnolais mais que la qualité de ses spectacles a fait que maintenant ils sont reconnus.

Serge ROUQUAIROL : Ce dont je voulais me féliciter c'est que les relations se sont normalisées entre notre commune et « La Moba » justement parce que « La Moba » a fait les efforts nécessaires pour se mettre à jour du point de vue des conditions de sécurité du public qu'elle accueille et de son propre personnel à tous les niveaux de l'ensemble des locaux parce qu'auparavant c'était efficace sur la partie accueil du public et spectacles mais c'était plus contestable sur les locaux privés qui jouxtaient l'accueil. Donc, on est au niveau partout et comme vous vous y étiez engagés vous conventionnez avec eux.

Jean-Yves CHAPELET : Nous étions en situation de blocage liée à des problèmes de sécurité. Ce sont les premières personnes que j'ai reçues après ma prise de fonction pour leur expliquer que tant que les conditions de sécurité ne seraient pas réunies il y aurait un arrêté de fermeture et M. Emmanuel GIRARD qui est une personne compréhensive s'est engagé sur un plan d'actions. Ce plan d'actions nous l'avons décliné en fonction de leur capacité d'investissements, il a été respecté et donc j'ai respecté ce que j'avais dit. Maintenant, il souhaite entrer dans un plan d'actions beaucoup plus large par une convention avec la Mairie qui leur permettra de s'adresser à la Région, au Département. Nous avons fait le premier pas et puis surtout si vous avez lu la convention, la rénovation de la Pyramide va commencer et à partir de janvier de l'année prochaine il n'y aura plus de possibilité de l'utiliser mais nous pourrions bénéficier de la salle de la Moba.

Claude ROUX : Au niveau sécurité des bâtiments il n'y a rien à dire mais je m'inquiète de la sécurité des personnes sur le parking extérieur.

Jean-Yves CHAPELET : M. Emmanuel GIRARD est en train de conventionner avec les établissements Frans Bonhomme à côté pour l'utilisation du parking. Même sur ce point noir nous sommes en relation.

Y-a-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 11 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **12**

Rapporteur : **G. COURBEY**

Objet : **Demande de financement auprès du Conseil départemental pour la rénovation de la salle de spectacle « La Pyramide » du centre culturel Léo-Lagrange**

1/Note synthétique de présentation :

La Ville de Bagnols-sur-Cèze souhaite rénover la salle de spectacle « La Pyramide », située au centre culturel Léo Lagrange.

L'ensemble du centre culturel appartient à la ville de Bagnols-sur-Cèze qui le met à disposition des scolaires et des associations. Cette rénovation permettra de répondre à leurs besoins, en terme qualitatif et quantitatif.

La Ville organise aussi sa saison culturelle, offrant ainsi à la population du territoire une offre variée et riche, permettant l'accès à la culture à tous ses habitants. Cette rénovation permettra d'offrir une programmation encore plus large et diversifiée, accueillant jusqu'à 550 personnes.

Le centre culturel et sportif se situe au milieu du quartier des Escanaux. Sans ces équipements, le quartier ne serait fréquenté que par ses habitants et c'est là tout l'intérêt de telles infrastructures : non seulement, les habitants se les approprient et en sont fiers, mais en plus, ils permettent de désenclaver le quartier. Ces équipements représentent un volet très important de la qualité de vie de la population puisqu'ils favorisent avant tout l'épanouissement des individus, l'épanouissement social et le développement d'un sentiment d'appartenance à la collectivité.

Cette opération va représenter une première étape symbolique du plan de rénovation urbaine des Escanaux. L'objectif est de commencer les travaux en janvier 2020.

Le coût total prévisionnel technique de l'opération est de 4 092 700 € HT pour lequel la collectivité sollicite le soutien financier du Conseil départemental. Ce budget technique va s'affiner et évoluer au fur et à mesure, sans pour autant dépasser ce plafond.

Le plan de financement serait le suivant :

DPV	600 000 €	14,66%
Conseil Départemental	500 000 €	12,22%
Agglo (fonds de concours)	186 000 €	4,54%
Région - culture	1 023 175 €	25,00%
Région - environnement	409 270 €	10,00%
Ville	1 374 255 €	33,58%

Il est proposé :

- d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter le Conseil départemental pour la rénovation de la salle de »La Pyramide « à hauteur de 500 000 €, soit 12.22% du montant total.
Les autres partenaires seront sollicités au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Serge ROUQUAIROL : Au prix de quelques petites inexactitudes que j'ai pu relever en lisant l'historique de la Pyramide, je considère que nous sommes à un tournant de la vie socioculturelle de la ville de Bagnols. La Pyramide, c'est de mémoire de Bagnolais, l'endroit où se sont passées toutes les grandes rencontres entre le public et les associations culturelles en particulier les associations de danse, c'est l'endroit où se sont passées les grandes rencontres entre le public bagnolais et le théâtre professionnel qui a je me souviens commencé avec beaucoup de difficultés. Je me souviens d'une époque où j'arpentais le parking avec angoisse en voyant qu'à quelques minutes d'une grande représentation il n'y avait pas encore beaucoup de monde et puis l'habitude s'est prise que cette salle devienne comme un théâtre et elle a fonctionné comme tel. Elle a servi à des tas de choses, aux colloques pour le sport, je me souviens qu'elle a abrité Bagnols Blues une fois où l'orage était tel qu'il avait fallu tout déménager en vitesse, tout était rentré, c'était exceptionnel. Il y a vraiment une histoire d'amour entre les Bagnolais et leur Pyramide. Que deviendra-t-elle à partir des nouveaux projets architecturaux ? Je pense qu'elle deviendra certainement un produit conforme aux attentes des Bagnolais. Je pense que la jauge qui était de 416 à l'heure actuelle avec les modifications des sièges que nous avons faites va passer à 550. C'est une jauge convenable pour la ville de Bagnols et ses environs car au-delà ce serait de l'argent fichu en l'air et ce serait une impression de vide une fois sur deux parce qu'il faut les remplir les 550 places. Nous sommes à une nouvelle page de l'histoire de Bagnols, de la culture et du sport et je ne parle pas des loges. Les artistes qui acceptaient d'être reçus dans ces conditions c'est qu'ils nous aimaient bien. Une page se tourne et je suis confiant dans l'avenir de ce lieu qui restera un lieu culturel important pour la ville.

Jean-Pierre NAVARRO : Dans cette question, je vois deux actions prévues. D'une part de la rénovation et d'autre part une réadaptation du centre culturel afin d'assurer un meilleur service à la population de Bagnols et des environs. En ce qui concerne les travaux de remise en état, vous affichez un coût prévisionnel de 4 092 700 € HT. Mon calcul donne un résultat de 4 092 800 € HT. Vous m'objecterez que 100 € ce n'est rien. Dans la 2^{ème} partie de votre question comportant 30 pages dont le contenu affiche une qualité rédactionnelle rare que je tiens à souligner bien que certains esprits chagrins y trouveront quelques petites coquilles mais je leur répondrai qu'il existe en chacun de nous un (inaudible) qui sommeille. Bref, j'ai ressenti un vrai plaisir à lire ce texte qui pose les bases de votre projet de façon très compréhensible et j'ai bien apprécié ce devoir de vacance. A mon sens toute la population bagnolaise devrait y avoir accès. Merci de votre attention.

Jean-Yves CHAPELET : Comme vous l'avez dit M. Rouquairol, c'est un tournant et nous avons voulu avec Mme Courbey et l'ensemble de l'équipe que cette rénovation se fasse in situ. Ça a un vrai sens car cela veut dire que nous décidons que le centre culturel au milieu des Escanaux, au milieu de la ville, au milieu de l'agglomération a un sens et c'est un sens sociologique, un sens urbanistique, un sens politique marqué. Deuxièmement, nous avons choisi une mission et non un concours d'architectes pour pouvoir mieux imposer notre vision. 550 places cela paraît anodin, sauf que 550 places nous permet d'accéder à des gammes de spectacles qui jusqu'ici nous étaient non pas refusées mais les producteurs ne venaient pas parce ce n'était pas rentable. Ensuite, on a devant nous un bâtiment qui a été tracé pour faire un stade de basket et les Hommes parce que la nécessité des Hommes s'impose à tous, en ont fait une salle de spectacles. Troisièmement, l'isolation de ce bâtiment c'est 1 cm de planche de peuplier avec comme isolant des tôles de cuivre. Thermiquement on a fait mieux depuis. Aujourd'hui, la protection et le respect de l'environnement sont devenus une obligation et il nous faut, à la fois pour le bien de nos concitoyens et à la fois pour être des élus responsables, nous y conformer. L'intérêt d'une mission d'architectes c'est que l'on peut imposer certaines choses, je ne peux pas vous dire si le bâtiment sera carré ou rond, rouge ou noir, ce que je veux c'est que cette identité de Pyramide reste. Ensuite, il faut que ce bâtiment soit modulaire avec une capacité d'accueil et d'organisation de manifestations à dimension régionale. On ne peut plus se permettre d'avoir un bâtiment pour une seule utilisation, il faut qu'on puisse le transformer rapidement en un espace danse, gymnastique ou autres. Nous avons la chance que la salle multiculturelle soit à côté de la Pyramide, il faut que cet ensemble et je le dis sans prétention, donne une notion de forum. Je rappelle que la Pyramide c'est la phase 1 de la rénovation. Ensuite viendra la réfection des salles A, B, C, D pour les transformer en quelque chose qui nous permette d'offrir des salles suffisamment grandes, climatisées lorsqu'on a par exemple des demandes pour un séminaire d'entreprise ou une exposition qui ne trouvent pas aujourd'hui une offre d'accueil satisfaisante sur le territoire de l'agglomération. Maintenant, nous sommes une commune responsable et on ne peut pas s'envoler non plus sur un projet pharaonique qui risquerait de rester dans les cartons. C'est le chiffrage qui déterminera le projet et non pas le projet qui déterminera le chiffrage. Le projet est en Comité de pilotage dans lequel 3 élus y participent. Mme Courbey est en charge de trouver des solutions pour se dispenser pendant 18 à 24 mois de la Pyramide, Mme Graziano est en charge du suivi technique du projet et Mme Eysseric est en charge du plan de financement. D'ailleurs, je vous informe que le 18 juillet, Mme la Présidente de Région sera à Bagnols-sur-Cèze et une de ses visites sera consacrée à la Pyramide.

Catherine EYSSERIC : Effectivement, la Présidente de Région qui a déjà eu beaucoup de venues dans le territoire, notamment à Pont-Saint-Esprit viendra à Bagnols une seconde fois après sa première venue au lycée Albert-Einstein pour l'inauguration du campus des métiers et des formations. Un des grands sujets va être le renouvellement urbain et en particulier cette opération de la rénovation de la Pyramide. C'est un enjeu culturel important. La qualité du dossier a été soulignée par d'autres interlocuteurs et aussi soulignée par les services de la Région et je pense que la Présidente sera ravie de voir à la fois dans son aspect social mais aussi dans son aspect économique, car je pense que c'est un outil d'attractivité, et d'entendre de la part du Maire tous les projets de rénovation qui concernent cet élément et le quartier de façon plus élargie.

Christian ROUX : Au-delà du projet du bâtiment, avez-vous aussi intégré la circulation et les parkings ?

Jean-Yves CHAPELET : Le parking va être géré sous deux aspects. Il faut qu'on l'intègre à la fois dans ce projet comme la loi nous y oblige mais en plus dans le cadre de l'ANRU, on a intégré les circulations autour, entre autres le détournement et l'esplanade qui va jusqu'à l'école Jules-Ferry.

Y-a-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 12 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **13**

Rapporteur : **M. COUSTON**

Objet : **Convention de partenariat avec le « Comité des fêtes »**

1/Note synthétique de présentation :

Compte tenu de sa politique en matière de qualité de vie et des festivités mises en place en direction des populations, la commune entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considérée d'intérêt général dans ces domaines.

Pour ce faire, elle met à disposition des associations ses infrastructures, mais également des moyens financiers sous forme de subventions destinées à soutenir des projets concourant à l'intérêt général de la collectivité.

L'association « Comité des fêtes », régie par la loi de 1901, réalise des projets qui s'inscrivent dans le cadre de la politique du territoire et sollicite par conséquent le soutien de la Ville.

En lien avec les autres manifestations sur la commune, cette association contribue au « bien vivre » à Bagnols-sur-Cèze, et aide la commune à réaliser les projets d'animation.

Il est proposé :

- de valider une convention pluriannuelle de partenariat avec le « Comité des fêtes » pour une durée de 3 ans à compter du 1^{er} janvier 2019 et à verser les subventions correspondantes.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 13 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **14**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Attribution d'une subvention aux associations ayant participé à la semaine des solidarités dans le cadre du Projet Educatif de Territoire**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre de sa politique éducative, la ville de Bagnols-sur-Cèze a validé un Projet Educatif de Territoire dont les objectifs sont :

- favoriser la citoyenneté et le vivre ensemble,
- favoriser l'accès de tous à l'offre éducative,
- améliorer la concertation entre tous les acteurs,
- diversifier l'offre éducative.

Un large travail de partenariat s'est établi et tous ont souhaité participé à la semaine nationale de la fraternité, du 18 au 23 mars 2019. Ainsi, au sein de tous les établissements scolaires, des collectes ont été organisées : collectes de jouets, alimentaire, de produits d'hygiène... au profit de l'Unicef, la Croix Rouge, les restos du cœur, les Pink Nurses, le service pédiatrie de l'Hôpital ...

La semaine s'est terminée par une mise à l'honneur de toutes les actions citoyennes.

Au cours de cette semaine, un tournoi de foot, « Le ballon de l'espoir » a été organisé avec l'aide de l'association « 16/30 » et de l'UNICEF.

La ville souhaite participer à cette action et remercier ces associations.

Il est proposé :

- d'attribuer une subvention de 100 € à l'association « 16/30 » ainsi que 100 € à l'UNICEF pour leur contribution à ce tournoi.

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des votes contre ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 14 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 15

Rapporteur : V. POUTIER

Objet : **Convention de partenariat avec l'Institut Médico Educatif « Les Hamelines »**

1/Note synthétique de présentation :

Dans le cadre d'un partenariat avec l'Institut Médico Educatif « IME Les Hamelines », la ville souhaite établir une convention pour la mise à disposition du stade engazonné et des vestiaires aux associations sportives bagnolaises.

Cet équipement situé au 22, route des Cévennes se compose d'un terrain de football de 5 500 m² et de deux vestiaires avec sanitaires (hommes et femmes) ainsi que d'un WC pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Un planning d'occupation sera défini au plus tard le 30 juin et validé par les trois utilisateurs :

- IME les Hamelines,
- l'association BBSA (Bassin bagnolais sport adapté),
- la ville de Bagnols-sur-Cèze.

Cet équipement est mis à disposition sans compensation financière. Le propriétaire demande que trois tontes soit effectuées au cours des mois de juillet et d'août et au début du mois de septembre,

Question présentée à la Commission éducation, sport et culture ainsi qu'à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Vincent POUTIER : Je rajoute que comme l'a indiqué M. le Maire pour la délibération concernant La Moba, c'est un projet qui s'inscrit également alternatif quand on sera amené à rénover les installations du stade Léo-Lagrange et d'autre part, j'étais hier soir à l'assemblée générale du FCBP et la Présidente m'a chargé de remercier à la fois la collectivité et M. le Maire pour cette convention dont ils savent d'ores et déjà qu'ils en seront les bénéficiaires.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 15 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 16

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Acquisition d'une parcelle auprès du GFA Vieux Manoir de Maransan**

1/Note synthétique de présentation :

Alors que la parcelle AH 55, située au lieu-dit Bazine, apparaît sur le relevé de propriété communal, il semblerait que l'acte d'acquisition de cette parcelle n'est pas été dûment enregistré par le service de la publicité foncière. Par conséquent, la Commune est dans l'impossibilité de céder cette parcelle à Logis Cévenols comme cela a été délibéré en Conseil municipal le 6 octobre 2018.

Afin de remédier à cette situation au plus vite, la commune s'est tournée vers le GFA Vieux Manoir de Maransan afin qu'un nouvel acte soit pris.

Madame Catherine BROCHE, gérante du GFA Vieux Manoir de Maransan, a donné son accord pour une cession à un euro.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir auprès du GFA Vieux Manoir de Maransan, représenté par Madame Catherine BROCHE, la parcelle cadastrée AH 55, d'une superficie de 23 m², au prix de un euro,
- que les frais notariés soient à la charge de la Commune,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 19 juin 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 16 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 17

Rapporteur : **V. POUTIER**

Objet : **Acquisition d'une parcelle auprès de Monsieur Georges BARBIER - Chemin de Lagaraud et classement dans le domaine public communal**

1/Note synthétique de présentation :

Monsieur Georges BARBIER a accepté de céder à la Commune la parcelle cadastrée BW 175, pour une superficie de 51 m². Cette parcelle fait déjà partie de la voirie communale, il s'agit donc d'une régularisation. Par conséquent, après que la Commune en ait fait l'acquisition, il conviendra de la transférer dans le domaine public communal.

Monsieur Georges BARBIER a donné son accord pour une cession à un euro.

Il est proposé au Conseil municipal :

- d'acquérir auprès de Monsieur Georges BARBIER la parcelle cadastrée BW 175, pour une superficie de 51 m², au prix de un euro,
- que les frais notariés soient à la charge de la Commune,
- de transférer la parcelle BW 175 dans le domaine public communal afin qu'elle intègre le Chemin de Lagaraud,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint, Monsieur Vincent POUTIER délégué au Sport, à l'Urbanisme et à l'Intercommunalité, à signer les actes à intervenir et tous documents se rapportant à cette affaire.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 19 juin 2019.

Jean-Yves CHAPELET : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 17 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 19

Rapporteur : M. CEGIELSKI

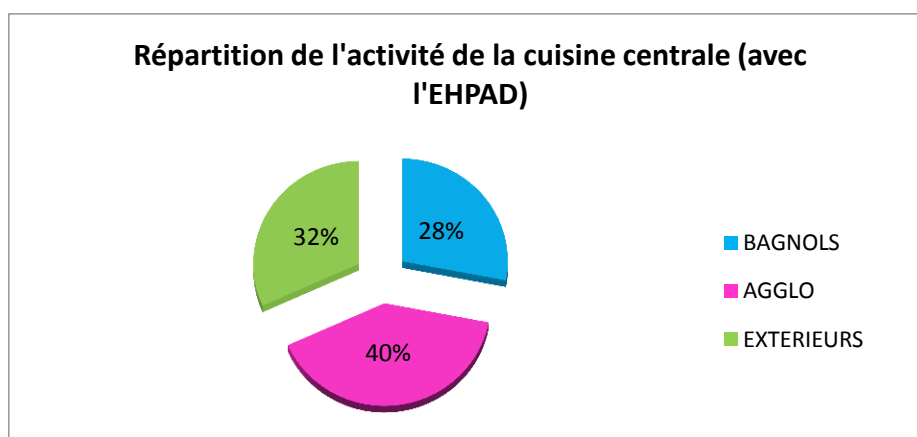
Objet : Transfert de la cuisine centrale à l'Agglomération du Gard rhodanien

1/Note synthétique de présentation :

Jusqu'en septembre 2018, la cuisine centrale de Bagnols-sur-Cèze produisait 283.950 repas répartis de la façon suivante :

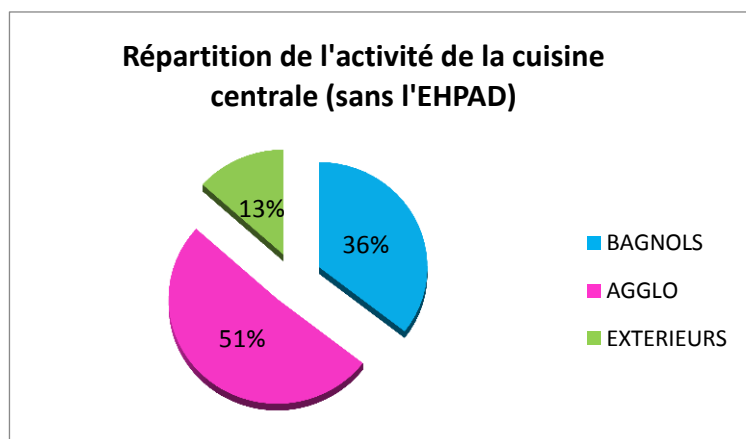
Destinataire	Nombre de repas 2017
Écoles de Bagnols	78 946
EHPAD du Bosquet	59 652
Portage de repas à domicile CCAS de Bagnols	20 060
Multi-accueils Agglo	105 542
Commune de Chusclan	9 697
ALSH Agglo	8 169
Personnel de la cuisine	1 884
TOTAL	283 950

La part de l'activité en direction de l'Agglomération représentait alors 40%.



Depuis septembre 2018, l'EHPAD Résidence Le Bosquet est fourni par l'hôpital de Bagnols.

L'activité principale de la cuisine centrale est donc devenue la production de repas pour les compétences Petite enfance et Jeunesse de l'Agglomération avec 51%.



Il est donc proposé de transférer le service « Cuisine centrale », au sein de l'Agglomération à compter du 1^{er} juillet 2019, comme un outil au bénéfice de la compétence Petite enfance et Jeunesse.

A cet effet, il convient d'adopter :

- le procès-verbal de transfert des biens mobiliers et immobiliers,
- la convention de mutualisation avec l'Agglomération.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Claudine PRAT : Ce transfert a été validé et accepté par l'Agglomération il y a quelques jours mais par contre j'aurais besoin d'un éclaircissement sur la raison invoquée sur le transfert qui dorénavant devient l'activité majoritaire pour l'agglomération qui est non pas de 51% mais 50 et quelques %, ce qui représente à peine 1 500 repas de plus et je me demande si c'est vraiment un motif suffisant de transfert.

Jean-Yves CHAPELET : Vous avez plusieurs motifs. Premièrement, il faut que le coefficient d'intégration dans l'agglomération soit le plus important possible. Aujourd'hui, quand une Mairie commence à rendre des services de façon plus importante pour l'ensemble de l'agglomération ou de l'extérieur, il faut se poser la question parce que notre coefficient d'intégration au sein de l'agglomération doit augmenter. Deuxièmement, nous sommes en train de préparer la construction du nouvel EHPAD sur lequel il a fallu prendre des options de construction pour la livraison des repas qui est quelque chose qu'on ne sait pas faire (la chaîne du chaud, du froid, sans sel, sans glucides, etc.). Il s'avère que l'hôpital qui a ce savoir-faire et qui n'est pas saturé nous a fait une proposition de devis qui correspond au centime près à nos critères sans que cela mette un flux tendu sur leur production journalière donc on a fait ce choix plutôt que de prendre un prestataire de service. En faisant ce choix, c'est sûr que le pourcentage s'est inversé. Ce qu'il faut comprendre aussi, c'est que le Percepteur nous répète depuis des années : « vous refacturez des sommes importantes à l'agglomération qui commencent à être plus importantes que ce que vous consommez pour vous, ça ne va pas pouvoir durer en termes de comptabilité publique ». Donc, il faut penser au coefficient d'intégration, il faut penser au nouvel EHPAD, nous rentrons ainsi dans une nouvelle logique

budgétaire et comptable qui va simplifier la chose. Je vous donne quelques chiffres, c'est 113 713 repas pour l'agglo, la mairie c'est 78 946 repas, soit un écart de 34 767 repas/an.

Claudine PRAT : Ce que je veux dire c'est que 1 000 repas ça a fait basculer la majorité pour 1%.

Jean-Yves CHAPELET : Il n'y a pas que les repas. La Cuisine Centrale a une capacité de production qui pourrait être étendue à d'autres communes. Certains maires de l'agglo commencent à dire « la Cuisine Centrale c'est intéressant pour nous ».

Claudine PRAT : En plus, ceci permet d'alléger si je puis dire ainsi l'effectif du personnel municipal qui va basculer à l'agglo et de diminuer ainsi les frais fixes.

Jean-Yves CHAPELET : C'est le principe, nous avons fait la même chose pour le personnel des multi-accueils et ce sera la même chose pour l'eau et l'assainissement car si on transfère une compétence on transfère aussi le personnel.

Claudine PRAT : Il avait été fléché sur la Cuisine Centrale une partie de la DSU 2018 pour un montant de 1 300 000 € ce qui correspond à peu près au reste à charge pour La Pyramide. Est-ce que ça va permettre le transfert de ce budget là-dessus ou est-ce que c'est un hasard ?

Jean-Yves CHAPELET : Je ne vois pas de quoi vous parlez ?

Claudine PRAT : C'est indiqué dans la Politique de la Ville, la question traitée précédemment, sur la justification de la DSU vous avez établi toute une liste

Jean-Yves CHAPELET : Non elle sera fléchée sur autre chose.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? **2 oppositions** (JP NAVARRO, A-M AYMERIC procuration à JP NAVARRO) - Des abstentions ? Non.

La question n° 18 est adoptée à la majorité.

A partir de maintenant, je vais laisser la Présidence du conseil à M. RIEU

Question n° : **20**

Rapporteur : **M. GRAZIANO-BAYLE**

Objet : **Convention d'occupation domaniale de répéteurs Birdz sur les supports d'éclairages publics et divers ouvrages de la commune**

1/Note synthétique de présentation :

A la suite de la négociation portant sur l'avenant de prolongation d'un an de la convention d'affermage du service public de distribution d'eau potable avec la société Véolia Eau a été prévu, entre autre, l'équipement de 100 compteurs communaux de dispositifs de télé-relève.

Dans ce cadre, la société Véolia Eau utilise les services de la société Birdz pour le traitement et le transfert des données.

La technologie utilisée est par ondes radios (type LoRaWan), l'infrastructure réseau existe déjà, cependant, dans certains cas de faible couverture réseau, il est nécessaire de poser un dispositif de type répéteur faisant la jonction entre le compteur et l'infrastructure existante.

Les parties sont convenues d'une convention qui prévoit les conditions administratives, techniques, financières et juridiques de la pose de ces dispositifs sur des supports d'éclairages publics ou divers ouvrages appartenant à la commune.

Le projet de convention d'occupation domaniale de répéteurs de Birdz sur les supports d'éclairages publics et divers ouvrages de la commune de Bagnols-sur-Cèze est joint à la présente délibération.

Question présentée à la Commission urbanisme, travaux et environnement du 19 juin 2019.

Claudine PRAT : Est-ce que ces appareils auront encore une utilité lorsqu'on aura le Haut Débit partout dans la commune ?

Monique GRAZIANO-BAYLE : Il s'agit d'équipement des bâtiments communaux donc ce n'est pas en relation directe avec la fibre. C'est la société elle-même qui installe ces répéteurs et qui les gèrent pour le compte de Véolia.

Claudine PRAT : C'est complètement indépendant d'Internet, de la fibre optique, etc. ?

Monique GRAZIANO-BAYLE : Tout à fait sinon on n'aurait pas eu besoin de répéteurs.

Jean-Pierre NAVARRO : Je relève en page 49² : « La mise en place de répéteurs participe à l'accomplissement de divers services d'utilité publique bénéfiques à l'environnement et aux habitants », pouvez-vous clarifier cette affirmation car je ne vois ce que ça peut m'apporter ?

Monique GRAZIANO-BAYLE : Cela apportera que dès qu'il y aura des fuites d'eau grâce à ces répéteurs installés, nous le saurons immédiatement et nous pourrons intervenir tout de suite, évitant ainsi une répercussion sur l'environnement puisqu'il n'y aura pas de pertes d'eau. C'est la raison pour laquelle nous mettons de la télérelève sur les compteurs communaux. Ensuite, ce sera certainement vulgarisé auprès des habitants de la ville de Bagnols qui voudront s'équiper pour surveiller leur consommation d'eau.

Serge ROUQUAIROL : Je suppose aussi auprès des bailleurs sociaux pour les grands immeubles d'habitations ce qui est très important parce que ça peut passer incognito pendant très longtemps.

Monique GRAZIANO-BAYLE : Chaque année, nous faisons des dégrèvements importants relatifs à des fuites qui sont réparées car on ne fait des dégrèvements qu'après réparation et sur la part assainissement parce que l'eau perdue est perdue. Tout ceci va dans le sens des économies d'eau qui est un sujet brûlant actuellement.

Denis RIEU : Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 20 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **21**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) : approbation des périmètres ORT de Bagnols-sur-Cèze et de Pont-Saint-Esprit**

1/Note synthétique de présentation :

La ville de Bagnols-sur-Cèze est l'une des 222 villes moyennes bénéficiaires du programme national « Action Cœur de Ville » de revitalisation des villes centre de leur territoire.

Ce dispositif « Action Cœur de Ville » s'est concrétisé par une convention-cadre pluriannuelle signée le 8 octobre 2018, qui engage les différents acteurs locaux et l'État pour une durée de 5 ans autour d'un programme d'actions visant à améliorer l'attractivité de la ville centre de manière intégrée autour de 5 axes :

- Axe 1 - De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville.
- Axe 2 - Favoriser un développement économique et commercial équilibré.
- Axe 3 - Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions.
- Axe 4 - Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine.
- Axe 5 - Fournir l'accès aux équipements, services publics, à l'offre culturelle et de loisirs.

Deux études ont été lancées pour définir une stratégie et un projet urbain ambitieux : une étude globale et une étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat-Rénovation Urbaine).

Afin de bénéficier de nouveaux outils de rénovation urbaine et de développement économique dès aujourd'hui, il est proposé de requalifier le dispositif « Action Cœur de Ville » en Opération de Revitalisation du Territoire en actant un programme d'actions et un périmètre opérationnels (en annexe) intégrant l'Action Cœur de Ville de Bagnols-sur-Cèze et l'AMI Centre Bourg à Pont-Saint-Esprit.

Périmètre ORT de Bagnols-sur-Cèze :

Le périmètre ORT tel que défini pour le programme « Action Cœur de Ville » englobe les entrées de ville et tous les projets d'envergure identifiés à ce jour : entrée sud Nîmes rond-point André-Malraux, entrée ouest Alès rond-point des Cévennes, entrée nord Pont-Saint-Esprit rond-point du Fangas, entrée est Avignon rond-point Edgard-Tailhades, intégrant le centre ancien, le quartier prioritaire Escanaux, Coronelle, Citadelle, Vigan-Braquet, le périmètre ANRU des Escanaux au Sud, le campus du lycée, le pont de Cèze, le quartier du Fangas au Nord, le quartier du Bosquet, collège et EHPAD, la gare et le Pôle d'Echange Multimodal.

Périmètre ORT de Pont-Saint-Esprit :

Le périmètre ORT de Pont-Saint-Esprit tel que défini pour le programme d'action AMI Centre Bourg englobe les bords du Rhône jusqu'aux limites communales de l'hôtel de ville au nord jusqu'au stade des Enfants du Rhône au sud, incluant les équipements du Clos bon Aure et le pôle gare à l'ouest, le projet d'extension du nouveau collège, le quartier prioritaire du centre ancien et l'Opération programmée d'Amélioration de l'Habitat.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Serge ROUQUAIROL : C'est extrêmement intéressant pour le développement de Bagnols et la qualité de vie à Bagnols. Je voulais signaler deux choses : le Midi Libre d'avant-hier s'est fait l'écho de la Politique de la Ville de Nîmes en matière d'affluence sur les locaux commerciaux. Nous en avons déjà parlé mais je pense que c'est extrêmement important d'avoir une action de ce type-là pour rentrer dans cette dynamisation à laquelle est liée cette délibération. Ces locaux commerciaux dans le centre-ville de Nîmes lorsqu'ils sont désaffectés depuis un certain temps parce que les loyers sont trop chers, il y a un système de taxation à l'égard des propriétaires qui est mise en place et qui est une incitation financière à ce que les loyers soient plus adaptés et à ce que ce soit un élément supplémentaire pour aller dans le sens de la dynamique commerciale à l'intérieur des centres villes. Nous avons déjà parlé d'une situation de remembrement commercial, c'est la première remarque. Autre remarque, c'est d'éviter la contradiction en termes de vigilance sur le plan urbanistique et sur le plan des sollicitations auxquelles vous êtes souvent soumis par les promoteurs qui peuvent intervenir sur Bourdilhan par exemple, entre ce qui pourrait se passer dans nos zones périphériques et ce qui est en train de se mettre en place en centre-ville. Toujours veiller à ce qu'une dynamique n'écrase pas l'autre et tout au contraire à ce que l'on arrive à une synergie intéressante.

Denis RIEU : La Mairie a sa part d'intervention et je crois que Mme Courbey pourrait en parler avec le travail qui est fait en parallèle avec les commerçants. Après, sur l'installation de commerces, la Mairie n'a pas toutes les manettes pour pouvoir influencer sur les différents choix mais sachez que l'équipe GPU travaille de façon très importante avec les commerçants sur la dynamisation du centre de Bagnols et je sais que sur Pont-Saint-Esprit ce travail est aussi réalisé.

Claudine PRAT : Je m'étonne que dans le périmètre soit inclus l'autre côté de la Cèze, c'est-à-dire Le Fangas parce que ce n'est pas vraiment le cœur de ville et pour la revitalisation c'est un endroit qui est plutôt en développement et je ne voudrais pas que le fait de l'avoir intégré dans le même périmètre accentue au contraire le développement extérieur à la ville.

Denis RIEU : Le choix a été fait d'un périmètre relativement large pour ne pas se retrouver demain pris à la gorge en disant nous avons une action à tel endroit mais ce n'est pas possible parce que vous êtes en dehors du périmètre. Effectivement, quand on parle du cœur de ville on pense au centre ancien, aujourd'hui l'autre rive de la Cèze commence à faire partie du cœur de l'agglomération et pour ne pas se limiter et se retrouver dans des contraintes que l'on se serait imposées et qui seraient vraiment trop restreintes, nous avons fait le choix d'élargir le territoire.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 21 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **22**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Réaménagement de la place de la Vierge dans le cadre du programme « Action Cœur de Ville » : demande de subvention**

1/Note synthétique de présentation :

La ville de Bagnols-sur-Cèze est l'une des 222 villes moyennes bénéficiaires du programme national « Action Cœur de Ville » de revitalisation des villes centre de leur territoire.

Ce dispositif « Action Cœur de Ville » s'est concrétisé par une convention-cadre pluriannuelle signée le 8 octobre 2018, qui engage les différents acteurs locaux et l'État pour une durée de 5 ans autour d'un programme d'actions visant à améliorer l'attractivité de la ville centre de manière intégrée autour de 5 axes :

- Axe 1 - De la réhabilitation à la restructuration : vers une offre attractive de l'habitat en centre-ville.
- Axe 2 - Favoriser un développement économique et commercial équilibré.
- Axe 3 - Développer l'accessibilité, la mobilité et les connexions.
- Axe 4 - Mettre en valeur les formes urbaines, l'espace public et le patrimoine.
- Axe 5 - Fournir l'accès aux équipements, services publics, à l'offre culturelle et de loisirs.

Deux études ont été lancées pour définir une stratégie et un projet urbain ambitieux : une étude globale et une étude pré-opérationnelle d'OPAH-RU (Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat – Rénovation Urbaine).

Des actions matures ont été anticipées par la commune avant que le projet « Action Cœur de Ville » ne voie le jour. Ces actions peuvent aujourd'hui intégrer ce nouveau dispositif.

A ce stade, il convient donc pour la ville de Bagnols-sur-Cèze, pilote du projet, d'élaborer et/ou de consolider un projet territorial global et pré-opérationnel permettant une mise en œuvre concrète et phasée à court terme des transformations nécessaires.

Il s'agit, dans un premier temps, de requalifier des espaces publics et d'offrir un cadre de vie satisfaisant pour la population, un accès plus facile au centre ancien et aux monuments du patrimoine local.

Projet Place de la Vierge :

Dans la continuité de la rénovation de l'église Saint-Jean-Baptiste, la requalification de la Place de la Vierge est programmée depuis fin 2018. Au-delà de la mise en valeur de la place et de la statue de la Vierge, il s'agit d'offrir aux visiteurs et aux riverains un espace de parking

de quelques places, jouxtant l'église, pour visiter le monument ou se rendre aux offices. Une place de parking spécifique dédiée PMR est prévue à l'entrée de cet espace.

Les éléments financiers :

Les opérations sous maîtrise d'ouvrage communale pour la requalification de la Vierge sont évaluées à ce premier stade à 43 038,00 € HT de budget prévisionnel hors études.

Les travaux prévus dans ce budget concernent : voirie – trottoirs – réseau secs – mobilier urbain – signalisation - marquage.

Le plan de financement prévisionnel élaboré à ce jour, se présente comme suit :

La Commune sollicite une subvention DSIL (et/ou DETR) à l'État de 50% du montant HT des travaux, soit : 21 519 €,
soit un reste à charge pour la commune de 21 519 € HT en autofinancement.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Jean-Pierre NAVARRO : A ce propos, j'aurais deux questions. Pouvez-vous me donner des précisions sur votre projet d'aménagement de cette petite place ?

Denis RIEU : Il est indiqué que l'ensemble de la place va être rénové, c'est-à-dire tout ce qui est fluides, trottoirs, voirie, mobilier urbain, les places de parking. Le plan pour l'instant à ma connaissance n'est pas encore établi.

Monique GRAZIANO-BAYLE : Cette place va être emménagée parce que la sortie sur cette place est la sortie officielle PMR. Compte tenu des marches d'escaliers on ne peut pas en faire une sortie PMR. Elle sera désactivée donc pas rendue au stationnement et deviendra une petite place d'agrément avec des bancs, des jardinières. Il y aura une borne escamotable pour le passage d'un corbillard ou un véhicule de secours, avec seulement une seule place de parking PMR. Les autres places de stationnement seront aménagées le long de la rue de la Vierge.

Jean-Pierre NAVARRO : Ma deuxième question concerne le stationnement. Vous parlez de quelques places de stationnement réservées aux visiteurs et aux pratiquants dont une seule place réservée aux handicapés, je pense que c'est un peu juste mais comment comptez-vous faire respecter votre décision de réserver les places de stationnement aux pratiquants.

Denis RIEU : La place sera aménagée en fonction de la taille de la place qui n'est pas très grande donc il n'y aura pas beaucoup de places de stationnement, c'est évident. Ce qui est important ce sont les places pour les personnes handicapées pour qu'elles puissent se rapprocher au plus près de l'église.

Jean-Pierre NAVARRO : Il faudra veiller à ce que comme par le passé il n'y ait pas de voitures ventouses. La police a un rôle à jouer.

Denis RIEU : Cette place n'était pas du tout aménagée, des bornes vont être installées. Aujourd'hui on va faire en sorte qu'elle devienne agréable.

Y-a-t-il d'autres interventions ? Non. Nous passons au vote.
Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 22 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : 23

Rapporteur : D. RIEU

Objet : Adhésion de la commune d'Apailargues et d'Aureilhac au Syndicat Intercommunal d'Information Géographique (SIIG) et modification des statuts

1/Note synthétique de présentation :

Par délibération du 20 mars 2019, le Comité syndical du SIIG a approuvé l'adhésion de la commune d'Apailargues et d'Aureilhac ainsi que la modification de l'article 1 (constitution) et de l'article 5 (représentation) des statuts du SIIG.

Il est proposé d'accepter l'adhésion de la commune d'Arpaillargues et d'Aureilhac au SIIG et d'approuver la modification des statuts du SIIG.

Question présentée à la Commission des moyens généraux du 19 juin 2019.

Denis RIEU : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question n° 23 est adoptée à l'unanimité.

Question n° : Question supplémentaire

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Contrat de ville Gard Rhodanien – Programmation 2019**

1/Note synthétique de présentation :

La circulaire Interministérielle du 9 mars 1999 prévoit la mise en place des Réseaux d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP). Les actions développées dans le cadre du REAAP s'adressent à toutes les familles et doivent répondre à un objectif de prévenance et de réassurance des parents dans leurs capacités éducatives.

A l'échelle du département, un appel à projets annuel du REAAP est co-porté par la Caisse d'Allocation Familiales (CAF) du Gard, le Département du Gard, la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et l'Etat.

Pour certaines actions se déroulant au sein des quartiers prioritaires et via le Contrat de ville du Gard rhodanien, la mairie de Bagnols-sur-Cèze peut être amenée à cofinancer des actions dans le cadre du budget dédié à la Politique de la ville.

Pour l'année 2019, l'association de l'école maternelle Jules-Ferry porte un dispositif intitulé « Pause café » dont l'objet est de permettre d'échanger entre parents et professionnels autour de thèmes liés à la parentalité : l'importance du jeu, les relations frères/sœurs, la nutrition, l'autorité... . Ces « Pauses café » ont lieu un mardi par mois au sein des écoles maternelles Jules-Ferry, Jean-Macé et Maria-Montessori.

Pour cette action, le Conseil Départemental du Gard et la CAF propose d'attribuer un financement de 500 € chacun. Afin de soutenir cette démarche, la ville propose également d'attribuer un financement de 500 € à cette action, ce qui en porterait les financements publics à 1 500 €.

Il convient :

- d'autoriser Monsieur le Maire à verser une subvention de 500 € à l'Association Ecole Maternelle-Jules Ferry pour la conduite de l'action « Pause Café ».

Denis RIEU : Y-a-t-il des interventions ? Non. Nous passons au vote.

Y-a-t-il des oppositions ? Non. Des abstentions ? Non.

La question est adoptée à l'unanimité.

Question n° : **24**

Rapporteur : **D. RIEU**

Objet : **Communication des décisions du Maire du n° 12 au n° 15/2019**

N° 12/2019 : Fixation des tarifs pour le spectacle AMIR du 31 août 2019.

N° 13/2019 : Marché de travaux concernant les travaux de rénovation intérieure de l'église Saint-Jean-Baptiste – Avenant n° 4 du lot n° 1.

N° 14/2019 : Marché de travaux concernant les travaux de rénovation intérieure de l'église Saint-Jean-Baptiste – Avenant n° 1 du lot n° 5.

N° 15/2019 : Marché de travaux concernant les travaux d'aménagements de la voirie et de restructuration du réseau pluvial de la commune de Bagnols-sur-Cèze.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à : **11 h**

Le Maire
Jean-Yves CHAPELET

